

L'EUROPE A COMMANDÉ POUR 184 MILLIARDS DE \$ D'ARMES AMÉRICAINES DEPUIS 2022, COMMENT LES A-T-ELLE FINANÇÉES ?



La *Defense Security Cooperation Agency* (DSCA) fait partie du ministère de la Guerre américain et publie les autorisations d'exportations d'armes. Les dates d'agrément des ventes diffèrent parfois significativement de celles de décaissement des fonds et de livraison des marchandises. La première représente néanmoins un indicateur avancé. L'accent fut mis sur l'insuffisance des dépenses européennes d'armement dès le premier mandat du président Trump.

Les pays européens (Royaume-Uni compris) n'en avaient acheté que 8 milliards par an aux États-Unis en 2017 et 2018. Le sommet de l'OTAN en 2018 entraîna un changement de comportement. De 2019 à 2021, les importations européennes doublèrent, passant à 15 milliards par an. Sur les 60 milliards de ventes américaines entre 2017 et 2021, le Royaume-Uni représentait le premier client (23 %), suivi par l'Italie (14 %), la Norvège (7 %), l'Allemagne et la Suède (5 %).

Les pays européens commandèrent massivement de l'équipement dès les prémices d'une possible opération militaire russe, fin 2021. Leurs intentions d'achat ne firent que croître avec le développement du conflit russo-ukrainien. Entre novembre 2021 et janvier 2026, la DSCA a autorisé pas moins de 184 milliards de dollars de ventes à l'Europe, une hausse de plus de 340 %. À titre de comparaison, les exportations d'armes russes dans le monde entier ont représenté 27 milliards sur la même période. Les commandes européennes n'étaient pas toutes liées à l'Ukraine puisqu'elles comprenaient par exemple des frégates pour la Grèce (9,4 milliards) ou des catapultes électromagnétiques pour le futur porte-avions français (1,32 milliard). Une partie des importations européennes a pu être donnée à l'Ukraine ou remplacé le matériel offert à ce pays. Les 3,7 mil-

liards d'achats directs ukrainiens ne comptabilisent pas les donations américaines enregistrées dans un autre circuit. Depuis le mois de juillet 2025, les États-Unis ont autorisé principalement la fourniture de services de maintenance à l'Ukraine, à hauteur de 1,2 milliard de dollars.

Sur les 184 milliards d'armes acquises par les Européens, 38,4 correspondent à de nouveaux avions ou à la mise à jour de flottes existantes de *F-35* (24,5 pour l'Allemagne, la Grèce, la Pologne et la République tchèque), *F-16* (10,3 en Bulgarie, Belgique, Turquie, Roumanie, Pologne et Ukraine) et *Orion* (1,8 pour le Danemark). La Pologne (9,75) et la Roumanie (2,5) se sont procuré le matériel lourd (chars *Abrams*). 28,3 milliards ont été investis dans des hélicoptères par la Pologne, l'Allemagne, la Norvège et la Grèce. Les achats de missiles et des systèmes associés ont atteint 77 milliards (28 de *Patriot*; 14,2 d'*AMRAAM*; 12,9 de *HIMARS*; 12,8 de missiles divers (*Tomahawk*, *Hellfire*, *Jagm*, *Stinger*); 2,5 d'*AARGM-Ers*; 3 d'*AGM-158B*; 2 de *Javelin* et 1,6 de *Sidewinder*). Les États-Unis ont aussi vendu 28,5 milliards de matériels variés. Les principaux bénéficiaires de ces contrats sont les fabricants Lockheed Martin (49 milliards), et Raytheon (24 milliards) et des partenariats entre ces deux sociétés (38 milliards).

Depuis 2018, l'exigence américaine d'imposer le *F-35* comme unique vecteur capable de délivrer les bombes atomiques *B61-12* entreposées au Royaume-Uni, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne et en Turquie a renforcé ses ventes. Auparavant, elles remplaçaient les flottes d'avions de générations précédentes *F-18*, *F-16*, *F-4*, *Tornado*, *Harrier* et *Typhoon*. Les ventes de *F-35* atteignent 64 milliards pour 301 appareils répartis entre la Finlande (64), la Grèce (40), la Suisse (40), l'Allemagne (35), la Belgique (34), la Roumanie (32), la Pologne (32) et la République tchèque (24). Elles s'ajoutent aux 339 *F-35* commandés par



APACHE

DR

l'Italie (115), le Royaume-Uni (72), les Pays-Bas (57), la Norvège (52), et le Danemark (43). En dehors de la France, l'Europe dépend désormais totalement des États-Unis pour son aviation de combat. Sa souveraineté repose sur des machines qui exigent un entretien, des systèmes de données et des logiciels dont les Américains conservent la maîtrise exclusive.

Comment ces achats de matériel ont-ils été financés ? Le fonds européen pour la Défense doté d'un budget de 8,8 milliards est dédié au financement de la recherche et du développement de l'industrie de la Défense en Europe. Il ne sert pas aux acquisitions d'armes. De même, les prêts bancaires accordés par la Banque européenne d'Investissement, qui peuvent s'élever à 3,5 milliards par an, interdisent spécifiquement tout achat d'armement. La stratégie industrielle de défense européenne, dont l'enveloppe atteint seulement 1,5 milliard, ne suffit pas. Pas plus que les 500 millions de munitions payés par le budget européen. Les États membres financent la facilité européenne pour la paix d'un montant de 17 milliards. Elle est allouée à l'Ukraine pour 11,1 milliards et à des pays africains pour le solde. Ce sont donc les dépenses nationales des États européens qui règlent ces ventes d'armes américaines.



TORNADO

DR

La Pologne se distingue nettement des autres pays importateurs avec 69 milliards (38 %), suivie par l'Allemagne (30 milliards, 16 %), la Grèce (20,7 milliards, 11 %), le Danemark (11 milliards, 6 %) et les Pays-Bas (8,3 milliards, 4,5 %). Le Danemark qui a pourtant acheté depuis juin 2024 plus de 11 milliards de matériels aux États-Unis se retrouve désormais dans une



HIMAR

DR

situation compliquée avec le Groenland. Si les finances publiques de l'Allemagne, du Danemark et des Pays-Bas leur permettent amplement de payer leurs acquisitions, l'importance des importations grecques surprend. Depuis 2012, ce pays ne survit que grâce à l'assistance des autres États membres qui garantissent 70 % de sa dette publique. Ce sont donc eux, dont la France à plus de 20 %, qui règlent les achats grecs d'armements américains.

De son côté, la Pologne est en train de s'équiper pour constituer en quelques années l'une des premières armées européennes (48 batteries de missiles *Patriot*, 96 hélicoptères *Apache*, 18 *Himars*, 366 chars *Abrams*, 32 *F-35* et 48 *F-16*, et des milliers de missiles divers). D'où proviennent ses ressources ? En 2025, les États-Unis lui ont accordé une garantie bancaire de 4 milliards, ce qui porte son montant total à plus de 15 milliards. C'est utile, mais insuffisant. La production de richesse polonaise (le PIB) a augmenté régulièrement depuis 2004, passant de 207 à 850 milliards en 2024¹. Les dépenses militaires du pays ont varié entre 1,5 et 1,9 % de son PIB, soit 3,4 à 4,4 % de son budget². Pourtant, la Pologne s'est appauvrie de 190 milliards dans ses échanges extérieurs pendant cette période.³ Elle a en particulier

perdu 187 milliards dans ses importations de marchandises. Sa dette publique n'atteint que 575 milliards⁴, soit 67 % du PIB, dont les investisseurs étrangers détiennent 23 % (132 milliards). Ces montants sont significativement moins élevés que ceux de la France (115 % et 54 % respectivement). D'ailleurs, d'après la BCE, la dette extérieure brute de la Pologne s'élève à 453 milliards d'euros, soit 61 % de son PIB, ce qui reste très raisonnable comparé aux 250 % français. La Pologne a reçu 175 milliards d'euros⁵ de subventions de l'Union européenne, de 2004 à mars 2024, nettes de ses contributions. Ils ont compensé son appauvrissement, sans qu'elle ait besoin de s'endetter davantage. Or, sur la même pé-

riode, les contributions nettes de la France, financées par une augmentation de sa dette publique, ont dépassé 130 milliards. Ce montant suit celui de l'Allemagne, qui excède 300 milliards, mais dont l'endettement public apparaît bien plus raisonnable (62,5 %). En conclusion, la France, dont la dette publique devient préoccupante, limite le budget de son armée, tout en versant à crédit des cotisations à l'Union européenne qui paient en partie les achats de matériels militaires américains par la Pologne.

Jean Sébastien FEGER
économiste.

Auteur de «*la divergence T2*» sur les politiques monétaires et les déséquilibres des soldes Target 2 dans la zone euro.

1/ Eurostat ; Pologne ; GDP ; 2024.

2/ Eurostat ; Pologne ; *General government expenditure by function, defense* ; 2024.

3/ BCE ; Pologne ; balance des comptes courants ; 30/06/2025

4/ Eurostat ; Pologne ; *general government debt* ; 2024.

5/ *Tvp World* ; 30/04/2024 ; "Poland has received €261 billion from EU since 2004, says minister".



DR

STINGER